

République du Congo

D'une transition bloquée à une crise insoluble

Fonteh Akum



La République du Congo traverse une crise multidimensionnelle. Le président Denis Sassou Nguesso- alors en fin de mandat- a engagé une réforme de la constitution dans un contexte économique dégradé. Ce processus, soutenu par la majorité présidentielle au nom du renouvellement institutionnel, a débouché sur la modification des limites d'âge et de durée du mandat présidentiel, permettant ainsi à Sassou Nguesso de présenter une nouvelle fois sa candidature, de se faire réélire, et d'assurer ainsi la continuité du régime. La crise politique qui s'en est suivie s'accroît à chaque rendez-vous électoral.

Principaux éléments

- Les crises politiques et économiques du Congo sont profondément imbriquées. Elles s'expliquent par les carences de gouvernance et la durabilité du régime.
- Les stratégies utilisées pour prévenir toute forme de dissidence politique, à savoir la coercition, la cooptation et d'autres formes connexes de clientélisme, garantissent la survie à court terme du régime sans pour autant résoudre les causes profondes du malaise politique.
- Les combats entre les forces gouvernementales et les milices « ninjas » dans la région du Pool constituent une forme de rivalité politique et ajoutent une dimension humanitaire aux crises congolaises.
- L'érosion de la confiance au sein même de la sphère politique congolaise impose une médiation extérieure afin d'aborder les multiples défis qui menacent la stabilité à moyen terme du pays.

Introduction

Alors que le président Denis Sassou Nguesso achevait son deuxième septennat¹, la République du Congo était sur le point de s'engager dans une transition politique. En lieu et place de cela, une révision constitutionnelle dictée par des intérêts particuliers, a été approuvée lors d'un référendum contesté en Octobre 2015. Ces évolutions ont plongé le pays dans une crise que certains qualifieront de complexe et d'autres d'insurmontable. Le processus de révision constitutionnelle qui a conduit à la réélection de Sassou Nguesso en mars 2016 a renforcé la logique de manipulation institutionnelle mise en place pour assurer la pérennité du régime, en dépit de graves conséquences politiques, sociales et économiques.

La crise politique congolaise vient s'ajouter à une situation socio-économique elle-même dégradée. Après des années marquées par une croissance économique dopée par le cours élevé du pétrole et par un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, la République du Congo est à nouveau confrontée à un risque important de surendettement à partir de 2015².

D'un montant de 2,4 milliards de dollars US en 2010, la dette du pays a presque quadruplé pour atteindre 9,1 milliards de dollars US en 2017. Près de 40 % de cette dette est contractée sous la forme d'un nouvel emprunt concessionnel obtenu auprès de la Chine³. En août 2017, le Fonds monétaire international annonce que la dette extérieure du Congo s'élève à plus de 110 % de son PIB⁴.

Après son accession au pouvoir, Sassou Nguesso intègre dans le parti unique, l'armée et les syndicats ouvriers pour former un appareil de gouvernance monolithique lui garantissant un contrôle administratif autoritaire

Les chocs externes provoqués par la baisse des prix des matières premières se révèlent particulièrement dévastateurs pour une économie largement dépendante des ressources naturelles. La mauvaise gestion économique, associée à des investissements publics non viables dans des projets d'infrastructure, ne permet ni de lutter contre la pauvreté chronique et les inégalités ni d'améliorer la fourniture des services publics. La forte augmentation des arriérés de paiement des allocations de retraite et des bourses d'études entraîne également une vulnérabilité sociale croissante aux deux extrémités du spectre démographique, à savoir chez les jeunes et les retraités.

Alors que de nouveaux gisements d'hydrocarbures en mer devraient atteindre leur pic de production d'ici 2018⁵, la corruption⁶, les dynamiques liées à une économie de rente et l'absence de volonté politique⁷, à l'heure de promouvoir la reddition de comptes et d'amorcer une réelle diversification économique dans des secteurs non pétroliers, continueront de poser des défis structurels à long terme à la relance économique au Congo.

L'économie politique sur laquelle repose la longévité du régime a créé un environnement propice à l'émergence de crises sociales mais également leur dérapage incontrôlé. Les licenciements, provoqués par le ralentissement économique et la fermeture de certaines entreprises, viennent augmenter les chiffres déjà inquiétants du chômage⁸, avec des conséquences dévastatrices, notamment en ce qui concerne certaines formes de violence sociale.

L'impasse qui résulte de cette situation engendre une double dynamique de mobilisation et une fragmentation politique, les partisans du régime et leurs opposants se positionnant et se repositionnant en cette période d'incertitude⁹.

Le régime a choisi la voie de la répression arbitraire, conduisant à des abus en matière de droits de l'homme qui sont documentés aux niveaux national et international¹⁰. En recourant à la répression, le régime limite sa capacité à établir le type de consensus nécessaire à une gouvernance efficace et compromet toute possibilité de dialogue constructif.

L'histoire troublée de la construction de l'État congolais offre un bon résumé du contexte analytique à partir duquel il est possible de mieux cerner les dynamiques qui sous-tendent les crises actuelles. En retraçant les stratégies déployées par le régime de Sassou Nguesso pour contrôler la vie politique, les mécanismes conçus pour garantir la permanence du régime apparaissent clairement. Ces stratégies ne sont toutefois pas viables face aux crises multidimensionnelles du pays. C'est sur ce constat de blocage que reposent les recommandations transversales proposées dans ce rapport en vue de l'élaboration d'une stratégie de sortie de crise qui soit durable.

L'histoire troublée de la construction de l'État congolais

Depuis 1960, année où le Congo a obtenu son indépendance vis-à-vis de la France, le président Denis Sassou Nguesso a gouverné le pays pendant 34 ans. Les partis politiques, les mouvements syndicaux et les syndicats d'étudiants ont joué un rôle central dans le processus instable d'édification de l'État. Cependant, c'est la prépondérance de l'armée dans la vie politique congolaise qui a mené à un premier coup d'État en 1968. Les interactions historiques entre ces différents acteurs sociaux permettent de comprendre les crises actuelles du Congo.

De 1960 à 1979, de l'indépendance du pays à l'arrivée au pouvoir de Sassou Nguesso, le processus d'édification de l'État est surtout influencé par les soulèvements populaires et par les coups (et contrecoups) d'État menés par les syndicats.

Fulbert Youlou, le premier président du Congo, instrumentalise les divisions existant entre les ethnies Kongo et Mbochi¹¹, afin d'institutionnaliser un Parti-État et d'étendre les pouvoirs présidentiels dans un contexte de déclin économique. Il est renversé pendant la révolution des Trois Glorieuses. La révolution, qui se déroule sur trois jours en août 1963, met en lumière le rôle des syndicats dans l'impulsion des changements politiques pendant la période d'édification de l'État. De son côté, l'armée se positionne en tant qu'arbitre entre les révolutionnaires et les partisans de Youlou.

De 1963 à 1979, le Congo se rapproche résolument du bloc communiste sur la scène internationale, tout en consolidant sur le plan national un régime de Parti-État. Le successeur de Youlou, Alphonse Massamba-Debat, crée le Mouvement national de la révolution (MNR) et nationalise les secteurs de l'eau, de l'électricité et des transports publics sous la bannière idéologique d'un « socialisme scientifique ».

La création par Massamba-Debat de milices au sein de l'aile jeunesse du MNR contrarie les forces armées congolaises. Il est renversé en 1968, lors d'un coup d'État sanglant, par le capitaine Marien Ngouabi. Avec l'accession de Ngouabi au pouvoir, l'armée passe du rôle d'arbitre à celui d'acteur central dans les luttes politiques qui secouent le pays. Premier président du Congo issu de l'institution militaire, Ngouabi fonde le Parti congolais du travail (PCT) et met sous sa coupe le bureau politique du parti, le conseil des ministres et l'armée. Il est assassiné en 1977.

Joachim Yhombi-Opango succède brièvement à Ngouabi, prenant la tête du comité militaire du parti. Yhombi-Opango est à son tour écarté du pouvoir au terme d'une lutte au sein du PCT, qui oppose sa faction à celle de Sassou Nguesso. Cette lutte, qui dure jusqu'en 1979, est plus le fruit d'une confrontation de personnalités que d'un combat idéologique.

Lors de son accession au pouvoir en 1979, Sassou Nguesso poursuit nombre de politiques lancées par Ngouabi. Il s'appuie sur le parti unique, l'armée et les syndicats ouvriers pour former un appareil de

gouvernance monolithique lui garantissant un contrôle administratif autoritaire sur la société.

Sur le plan international, il tisse également un ensemble complexe de relations basées sur des liens historiques avec la France, et des affinités idéologiques avec l'Allemagne de l'Est, la Russie et l'Angola, son allié régional. La fin de la Guerre froide vient toutefois modifier le modèle sur lequel se fonde la politique étrangère de Sassou Nguesso et bouleverser l'appareil monolithique sur lequel repose la gouvernance au Congo.

Malgré la réintroduction du multipartisme politique en 1990, la structure et la nature de l'État congolais contemporain restent indissociablement liées à ces dynamiques de construction de l'État héritées de la période post-indépendance.

De la transition politique à la guerre civile

Les réserves abondantes de pétrole et de minerai de fer du Congo, régies par une administration monolithique, conditionnent l'émergence d'une économie de rente extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs. La fin de la Guerre froide et le fléchissement des cours du pétrole constituent les conditions parfaites d'un scénario catastrophe : la dette extérieure du Congo passe d'environ 3 milliards de dollars US en 1985 à 5,25 milliards de dollars US en 1989¹².

Le gouvernement est contraint alors à accepter des institutions financières internationales un ensemble de mesures d'ajustement structurel dont les effets se font durement sentir sur le plan social.

La Constitution de 1992 édicte un nouvel ensemble de règles dans un environnement politique encore parsemé de résidus institutionnels datant de l'époque du monopartisme

Les contestations sociopolitiques qui en découlent, menées par une coalition mêlant les syndicats, une opposition politique ré-émergente et certains rivaux au sein même du PCT, ont raison d'un État-Parti monolithique. En retour, cette situation force l'État à se reconfigurer et les partis politiques, l'armée et les syndicats à assumer de nouveaux rôles.

Du 25 février au 10 juin 1991, une conférence nationale rassemble à Brazzaville 1 500 participants afin d'impulser cette reconfiguration de l'État, un événement qui constitue une rupture symbolique et institutionnelle avec le passé.

Une nouvelle constitution démocratique est débattue, rédigée et adoptée par référendum le 15 mars 1992. Symboliquement, le drapeau, l'hymne et même le nom du pays sont modifiés. Sur le plan institutionnel, Sassou Nguesso conserve son statut de président, une fonction essentiellement honorifique selon la nouvelle Constitution, tandis qu'un gouvernement de transition se met en place sous la direction du Premier ministre André Milongo.



LA MOBILISATION
POLITIQUE DEVINT
PERSONNALISÉE,
MILITARISÉE ET
RÉGIONALISÉE

Toutefois, la Constitution de 1992 édicte un nouvel ensemble de règles dans un environnement politique encore émaillé de résidus institutionnels datant de l'époque du monopartisme. Les pratiques antérieures de favoritisme se perpétuent et deviennent une nouvelle fois un élément fondamental du multipartisme. Les dissonances entre normes démocratiques et pratiques pseudo-démocratiques, qui apparaissent dès le début de l'ère du multipartisme, mettent en évidence des maux qui s'avèrent formateurs.

Pascal Lissouba, chef de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) et ancien premier ministre de Massamba-Debat dans les années 1960, est élu président en août 1992. Cependant, un accord parlementaire entre le PCT de l'ancien président Sassou Nguesso et le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) du maire de Brazzaville, Bernard Kolelas, empêche Lissouba de former une coalition gouvernementale digne de ce nom.

Avec le multipartisme, l'État glisse vers des nouvelles formes de rivalités sociopolitiques plus violentes. La formation de nouvelles coalitions constitue désormais un véritable mécanisme de paralysie gouvernementale. La répartition des portefeuilles ministériels, vus comme autant de moyens d'accéder à des réseaux de favoritisme politique naissants, est souvent source de dissensions. Ce qui n'est d'abord qu'un simple jeu politique de formation de coalitions multipartites devient rapidement un processus de création d'alliances politico-militaires hybrides et hautement instables. Ces alliances reposent en grande partie sur des intérêts personnels structurés au niveau régional plutôt que sur des programmes politiques et une idéologie bien définie.

Malgré leur interdépendance, la transformation de l'espace politique s'opère sans que le secteur de la sécurité subisse de reconfiguration équivalente. Du fait de leurs connexions antérieures, les frontières entre les partis politiques, leurs milices et l'armée s'estompent progressivement¹³. L'imbrication de ces catégories d'acteurs – qui auraient dû demeurer bien distinctes – normalise le recours à la force dans le processus de formation de l'État, les milices devenant partie intégrante des principaux partis politiques¹⁴.

À la suite des élections présidentielles de 1992, Lissouba tente de limiter l'influence de son prédécesseur dans les rangs de l'armée en créant une brigade paramilitaire, la

Réserve ministérielle¹⁵. Il purge également les échelons supérieurs de l'armée congolaise des gradés perçus comme proches de Sassou Nguesso¹⁶. L'émergence de milices affiliées aux partis politiques puise ses racines dans ces tactiques qui ne sont pas sans rappeler celles de Massamba-Debat dans les années 1960 (voir la section précédente).

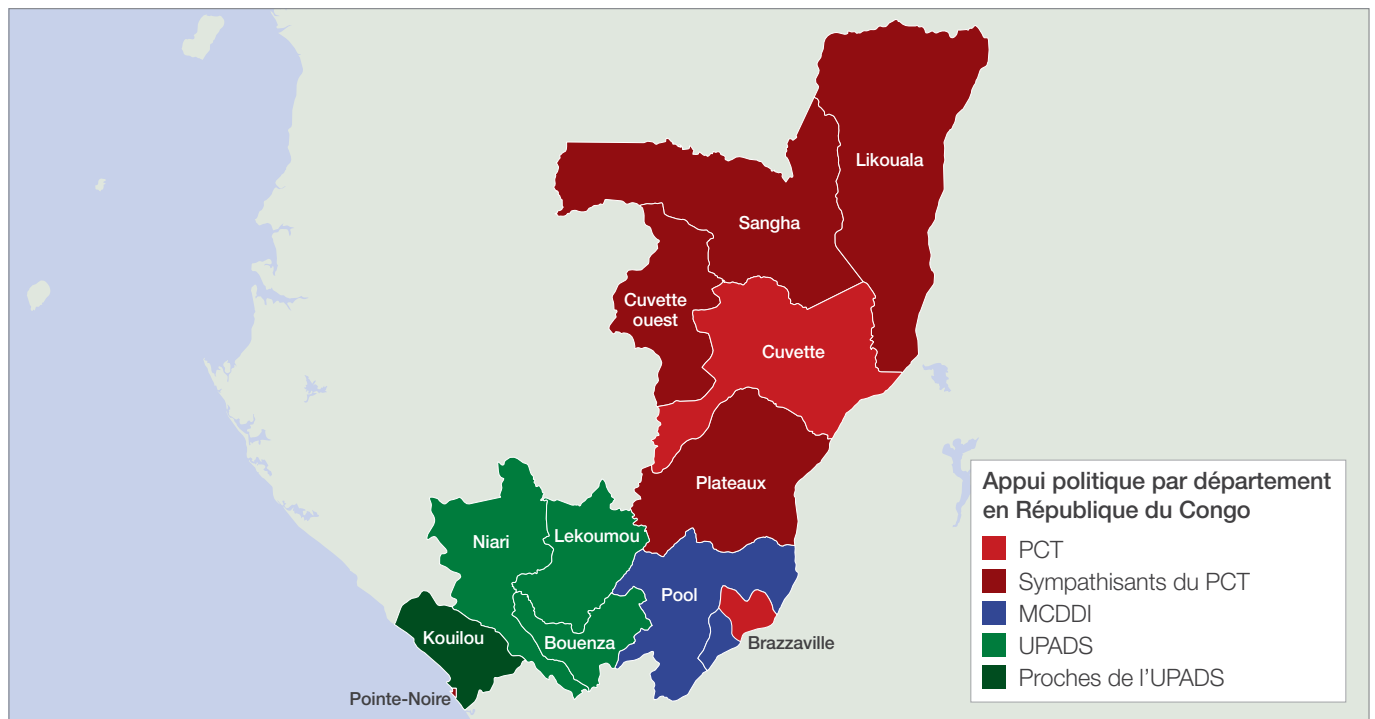
Les dirigeants du Congo multipartite s'appuient sur des bases politiques régionales qui viennent dissoudre l'ancienne ligne de fracture identitaire nord-sud¹⁷. Le soutien à l'UPADS de Pascal Lissouba provient principalement des départements de Niari, Bouenza et Lekoumou (Sud-Ouest), le PCT de Sassou Nguesso bénéficie de solides appuis dans les départements de la Cuvette, Likouala et Sangha (Nord), pendant que le MCDDI de Bernard Kolelas est bien implanté dans les départements du Pool et de Brazzaville (Sud-Est)¹⁸. Alors que les effets du choc provoqué par la chute des cours du pétrole se font toujours sentir, Lissouba ne dispose plus de la marge budgétaire nécessaire pour faire face au réalignment des transitions politique et économique qui s'opèrent.

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, la régionalisation de la politique dans le Congo multipartite met en évidence l'accentuation des clivages ethno-régionaux existants et fictifs qui sous-tendent la politisation de l'ethnicité depuis l'indépendance. Les récits des clivages nord-sud, qui sont généralement caricaturés par les rivalités ethniques entre Mbochi et Kongo, sont souvent plus imaginés que réels, les alliances entre les élites dans la course au pouvoir et à sa conservation étant généralement plus d'ordre personnel que collectif. Néanmoins, il est clair que l'ethnicité imprègne les interprétations quotidiennes de l'action politique.

La reconfiguration de l'État par le multipartisme rend manifestement le Congo ingouvernable. Lors de la transition du monolithisme au multipartisme, la mobilisation politique devient de plus en plus personnalisée, militarisée et régionalisée. La pluralité des acteurs et leur recours accru à la violence transforment les élections en autant de luttes politiques acharnées. La force l'emporte sur les formes non violentes de participation politique pour en influencer les résultats.

La quête du pouvoir par des partis politiques militarisés remplace les coups d'État militaires de l'époque du monopartisme. La violence politique s'étend des

Cartographie des bases de soutien politique du Congo multipartite



quartiers de Brazzaville au reste du pays¹⁹ et aboutit à la guerre civile le 5 juin 1997, lorsque des combats éclatent entre la milice Cobra de Sassou Nguesso et des éléments de l'armée nationale et de la milice Cocoye de Lissouba.

Le retour de Sassou Nguesso

Le retour au pouvoir de Sassou Nguesso, au terme des combats qui déchirent le Congo de juin à octobre 1997, a pour effet d'annuler ce qui devait être le second scrutin présidentiel multipartite de l'histoire du pays, en août 1997. Une nouvelle constitution est adoptée par voie référendaire le 20 janvier 2002 dans le cadre de la transition post-conflit. Elle fixe la durée du mandat présidentiel à sept ans et stipule qu'il est renouvelable une fois. En mars 2002, Sassou Nguesso est élu président.

La Constitution congolaise d'après-guerre vise trois objectifs primordiaux. Premièrement, en fixant des limites claires au nombre de mandats et à l'âge des candidats à la présidence²⁰, elle entend créer un cadre stable et démocratique pour le transfert pacifique du pouvoir d'un président à un autre.

Deuxièmement, en supprimant la fonction de Premier ministre et de chef du gouvernement, elle cherche ostensiblement à remédier aux conflits institutionnels

inhérents à la Constitution de 1992. Toutefois, la concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif limite les freins et le contrepoids parlementaires, annulant ainsi une avancée démocratique essentielle de la période post-1992.

Enfin, elle prévoit que les candidats à la présidence qui ont obtenu au moins 15 % des suffrages exprimés « bénéficient d'une protection et des avantages fixés par la loi²¹ ». Cette disposition, voulue comme une incitation à promouvoir la politique par des moyens pacifiques, ouvre de fait la voie à une cooptation institutionnelle tacite des dirigeants de l'opposition les plus populaires²². Paradoxalement, ces dispositions censées institutionnaliser des transitions politiques pacifiques au Congo seront plus tard critiquées par leur principal artisan, Sassou Nguesso.

Réforme constitutionnelle et autoritarisme concurrentiel

Réélu haut la main lors des élections de 2009 dans un contexte d'abstention des principaux partis d'opposition, Sassou Nguesso entreprend de consolider son emprise sur le pouvoir, alors même qu'il entame son second et dernier mandat. Sous sa gouverne, le Congo se forge une image de régime autoritaire concurrentiel dans lequel les institutions démocratiques, minées par les autorités,

n'existent qu'en apparence²³. Grâce à un savant mélange de cooptation, de conciliation et de coercition, le régime de Sassou Nguesso réussit à forger un consensus qui se substitue à une réelle participation politique, sapant ainsi la vie démocratique.

Sur le plan juridique, la constitution doit être modifier une nouvelle fois afin de contourner la limite du nombre de mandats et prolonger l'emprise du régime sur le pouvoir. L'article 57 de la Constitution de 2002 stipulait : « Le Président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct. Il est rééligible une fois²⁴. » L'espoir d'une transition politique pacifique au Congo résidait dans cet article. Un référendum constitutionnel organisé en 2015 vient annihiler cet espoir et confirme la continuité du régime.

Si la Constitution de 2002 est élaborée dans un contexte d'après conflit, le référendum de 2015 est organisé pour garantir une révision constitutionnelle qui supprime les restrictions d'âge et de nombre de mandats, lesquelles auraient empêché Sassou Nguesso de se faire réélire. Bien qu'il avance l'argument de la nécessité de tourner la page de la guerre civile et la Constitution de 2002 qui en a résulté, les manœuvres de Sassou Nguesso s'inscrivent plus largement dans un cadre de réformes constitutionnelles visant à assurer la pérennité des régimes en place dans la région d'Afrique centrale. En effet, l'orchestration d'une telle réforme pour servir les intérêts politiques d'un dirigeant et de son parti ne constitue pas un cas isolé.

Le contrôle hégémonique des leviers réglementaires, instrumentaux et opérationnels du processus politique au Congo est essentiel à la survie du régime. Le recours aux dispositifs coercitifs de l'État et la soumission des institutions électorales au contrôle du pouvoir lui permettent d'obtenir des résultats qui marginalisent les forces de l'opposition et favorisent la longévité du régime.

Le Congo, qui est devenu en 1992 le seul pays de la région à avoir connu, depuis son indépendance, une transition électorale pacifique d'un président et d'un parti politique à un autre, est ainsi privé d'une seconde transition pacifique et s'engage dans une impasse politique.

L'absence de débat ouvert sur l'utilité de la réforme constitutionnelle, ainsi que sur son contenu et son processus d'élaboration et d'adoption vient affaiblir les fondements sociopolitiques de l'État congolais. Elle

place également cette réforme au cœur d'une stratégie conçue par Sassou Nguesso et son clan pour étendre leur emprise sur le pouvoir et perpétuer leurs pratiques autoritaires concurrentielles²⁵.

Étape 1 : organisation de dialogues politiques et élaboration d'un consensus²⁶

Pour les régimes autoritaires concurrentiels — et néanmoins durables —, la perception de la pratique démocratique est plus importante que sa réalité empirique. Ainsi, la mise en place de procédures fortement contrôlées et habilement orchestrées offre un semblant de participation politique et fournit une légitimité de façade. La participation, le dialogue et les bulletins de vote sont bel et bien présents, mais l'opacité du processus ne garantit ni la liberté ni la démocratie²⁷.

La mise en place de dialogues politiques devient la stratégie de prédilection d'un régime dont l'influence politique réelle est discutable

Pour le régime, dont l'influence politique réelle est discutable, l'organisation de dialogues politiques devient ainsi une stratégie de prédilection pour créer un consensus et prouver sa légitimité. Des dialogues soigneusement orchestrés et encadrés ont lieu successivement à Ewo (décembre 2011), Dolisie (mars 2013), Sibiti (juillet 2015)²⁸ et Ouessou (mars 2017).

Chacun de ces dialogues doit permettre d'établir un consensus entre les dirigeants politiques, la société civile et les représentants des groupes religieux, en vue de la planification et de l'organisation d'élections pacifiques. Cependant, après avoir participé à celui d'Ewo en 2011, l'opposition refuse d'assister à ceux de Dolisie en 2013 et d'Ouessou en 2017. Ils considèrent ces dialogues politiques comme des lieux de collusion et de fabrication d'un consensus autour d'un même projet : le maintien au pouvoir de Sassou Nguesso.

En 2011, le dialogue d'Ewo devait permettre de poser les jalons des élections législatives de 2012. Ce dialogue politique, qui donne lieu à une large participation, aboutit à un consensus crédible sur la réforme de la gouvernance électorale. Les problèmes récurrents de gouvernance électorale avaient en effet déjà entraîné l'abstention de l'opposition aux élections présidentielles de 2009.

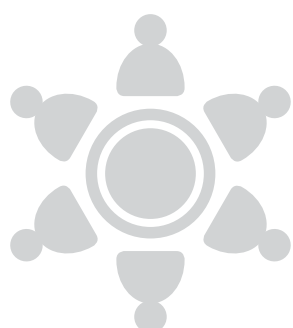
Les participants à ce dialogue s'accordent sur trois principales réformes pour rétablir l'intégrité des processus électoraux au Congo.

Premièrement, ils conviennent d'introduire le vote biométrique et de réviser les listes électorales dans le cadre d'un processus auquel participent des représentants de la société civile. Deuxièmement, il est recommandé qu'une commission électorale nationale indépendante remplace la Commission nationale pour l'organisation des élections (CONEL). Troisièmement, les participants préconisent la publication en temps opportun des calendriers électoraux, afin de permettre une préparation et une mobilisation adéquates des partis politiques.

Les trois principaux organes responsables de l'organisation des scrutins, du dépouillement des bulletins de vote et de la publication des résultats, à savoir le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, la Direction générale des affaires électorales et la CONEL, sont contrôlés par l'État, ce qui invalide toute prétention d'indépendance de leur part. Le manque d'accès des candidats de l'opposition aux médias publics, l'accès disproportionné des candidats du PCT aux ressources de l'État à des fins électorales et les incohérences des listes électorales contribuent à faire chuter le taux de participation aux scrutins.

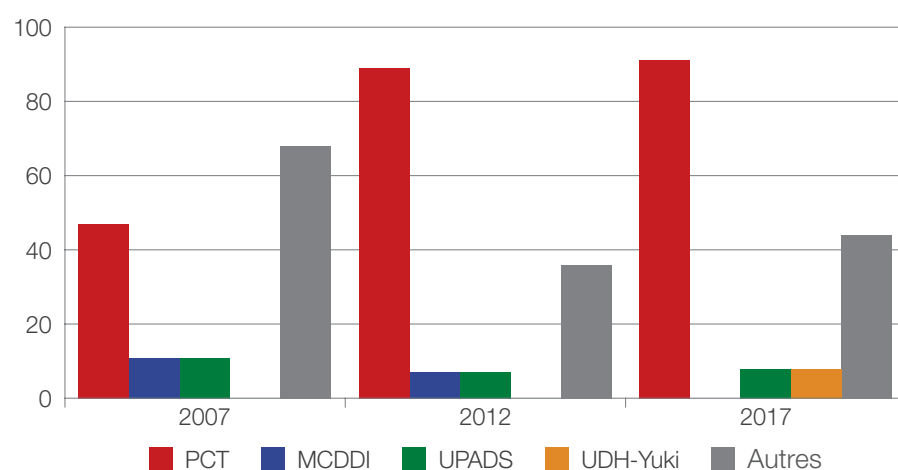
Il n'est évidemment pas dans l'intérêt du régime d'appliquer ces réformes et elles ne l'ont, de fait, jamais été. Les élections législatives de 2012 permettent au PCT et à ses alliés²⁹ d'étendre et de conforter leur majorité parlementaire.

Cette association entre le PCT et certains partis politiques alliés donne naissance à la Majorité présidentielle. Avec plus de 100 des 136 sièges au parlement, cette coalition érige effectivement un rempart institutionnel pour prévenir tout contrôle du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Le contrôle total de la majorité présidentielle sur le parlement et le gouvernement rend improbable toute perspective de transition politique future au Congo. Il convient également de noter que les principaux partis d'opposition — le MCDDI et l'UPADS — perdent chacun, en 2012, quatre sièges qu'ils détenaient depuis 2007.



LA MISE EN PLACE DE
DIALOGUES POLITIQUES
DEVIENT LA STRATÉGIE
DE PRÉDILECTION POUR
CRÉER UN CONSENSUS

Graphique 1 : Évolution de la composition du Parlement de 2007 à 2017



Source : Données de l'ISS

Le fils et la fille du président remportent tous deux les élections sous la bannière du PCT, respectivement dans le département de la Cuvette et à Brazzaville. Ce scrutin confirme l'ambition de Denis-Christel Sassou Nguesso de mettre à profit sa carrière parlementaire pour tenter de succéder à son père à la tête du pays.

Étape 2 : créer un consensus et s'assurer du boycott de l'opposition

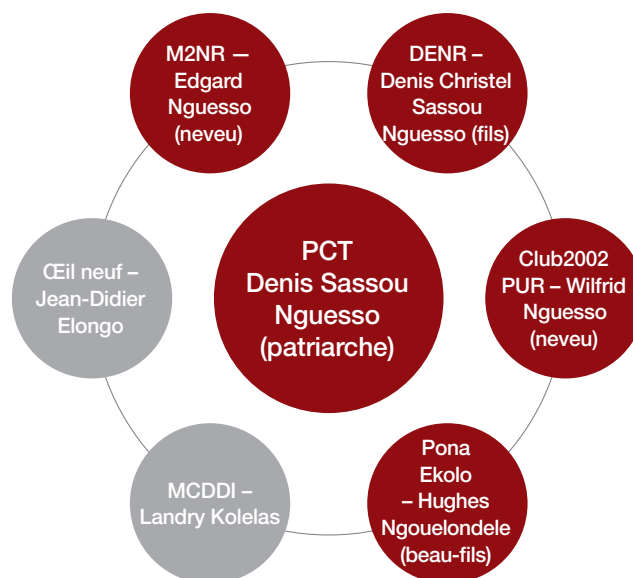
L'échec du gouvernement à mettre en œuvre les recommandations de la conférence d'Ewo en 2011 conduit les principaux partis d'opposition à refuser de participer aux discussions de Dolisie en 2013. Cette conférence, qui devait améliorer la gouvernance électorale en amont des élections locales, est perçue avec un certain cynisme. Selon le chef du Parti social-démocrate congolais (PSDC), Clément Mierassa, cette réaction s'explique par le fait que les réformes de la gouvernance électorale décidées à Ewo n'ont pas été mises en œuvre et que rien n'indique que le gouvernement souhaite réellement garantir la transparence du processus électoral³⁰.

En contrôlant le lieu, le calendrier ou l'ordre du jour de ces dialogues politiques, la majorité présidentielle détermine également en grande partie leurs conclusions. Des sous-comités, souvent présidés par des membres du PCT ou des alliés de la majorité présidentielle, veillent à ce que les décisions et recommandations favorables au PCT prévalent. Conçues ostensiblement pour promouvoir des échanges pacifiques, ces conférences nationales sont devenues un outil de création du consentement à des fins de pérennisation du régime.

Lors de la conférence de Sibiti de 2015, le consensus sur les réformes électorales, établi à Ewo en 2011, s'est effrité pour céder la place à une forte polarisation politique, contraignant la majorité des partis d'opposition à l'abstention. Le dialogue de Sibiti vise à trouver un consensus autour de la « gouvernance électorale et la réforme institutionnelle », un subterfuge pour promouvoir la réforme constitutionnelle qui permettrait à Sassou Nguesso de se maintenir au pouvoir.

Si le groupe du consensus de Sibiti s'entend sur la nécessité de réformer la Constitution, la composition de cette plateforme met en évidence les liens entre la famille du président et les organisations politiques et leur rôle dans le processus de création du consensus.

Graphique 2 : Le groupe du consensus de Sibiti de 2015³¹



La décision de soumettre le projet de réforme constitutionnelle à un référendum est prise en l'absence des principaux partis congolais d'opposition. Le graphique 2 représente les partis en faveur de la réforme constitutionnelle lors de la conférence de Sibiti.

Les partis politiques et les organisations issues de la société civile, représentés en rouge, sont contrôlés par des membres de la famille présidentielle. Ainsi le consensus autour de la réforme constitutionnelle est-il surtout un processus familial, ce qui est loin de constituer une base solide au vu de la nature de la reconfiguration de l'État envisagé par la réforme constitutionnelle.

La conférence de Sibiti constitue un bon exemple d'un consensus élaboré par la majorité présidentielle dans son propre intérêt, afin d'impulser une initiative politique impopulaire. Les manœuvres qui ont conduit au référendum constitutionnel se sont déroulées dans les sphères politique et sociale interconnectées du Congo, et leurs effets, depuis, se répercutent à chaque échéance électorale. Au sein même de la famille de Sassou Nguesso, cette conférence fait apparaître des lignes de clivages potentiels qui pourraient éclater au grand jour en cas de conflits autour de la succession présidentielle.

Les divisions politiques concernant la réforme fragmentent le PCT, morcellent le paysage politique congolais et précipitent la crise politique. Alors que le socle de soutien du régime de Sassou Nguesso s'érode et se limite de plus en plus aux membres de sa

famille et à ses alliés politiques, il devient évident que des stratégies complémentaires sont nécessaires pour maintenir son emprise sur le pouvoir.

Les conséquences politiques de la réforme constitutionnelle

Continuité du régime et succession politique

La succession politique représente un élément important de la continuité d'un régime. Au Congo, la longévité du régime prend une dimension dynastique, certains membres de la famille de Sassou Nguesso s'imposant comme des acteurs centraux. Ces individus sont non seulement essentiels au maintien au pouvoir des régimes en place, mais ils sont également indispensables à la perpétuation du régime d'une génération à l'autre. D'où les efforts plus ou moins évidents des membres de la famille pour occuper des postes stratégiques qui les rendront éligibles à la succession présidentielle.

Au Congo, la longévité du régime prend une dimension dynastique

Au sein de la famille présidentielle, le positionnement des uns et des autres en vue d'une succession politique de type dynastique donne naissance à deux camps : les « sécurocrates » et les « ploutocrates ». Parmi les « sécurocrates » soupçonnés d'ambitions présidentielles figurent Edgard Nguesso, neveu de Sassou Nguesso et directeur du domaine présidentiel (DDP) et l'amiral Jean-Dominique Okemba, secrétaire général du Conseil de sécurité nationale. Au sein de l'appareil de sécurité, une certaine discrétion est nécessaire pour qui cultive des ambitions politiques. Par ailleurs, les deux hommes demeurent des acteurs économiques importants, respectivement dans l'industrie hôtelière et le secteur bancaire³². Edgard Nguesso est étroitement lié au Mouvement national pour la nouvelle république (M2NR).

Dans le camp des « ploutocrates », les principaux protagonistes sont Denis-Christel Sassou Nguesso, député PCT de la circonscription d'Oyo (Cuvette) et Jean-Jacques Bouya, député PCT de la circonscription de Tchikapika (Cuvette). Tous deux sont membres du puissant bureau politique du comité central du PCT. Le premier est également directeur de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), président fondateur de

la Fondation perspective d'avenir (FPA) et leader de la plateforme politique Dynamique pour l'émergence de la nouvelle république (DENR). Par ailleurs, un compte Twitter officiel (@DCSN_2021) du comité de soutien de sa candidature à la prochaine présidentielle a déjà été créé.

De son côté, Bouya occupe actuellement le poste de ministre de la Planification et des Grands projets. Les « ploutocrates » sont des acteurs économiques de premier plan dans les secteurs de l'énergie, de l'audiovisuel, des banques et de l'éducation. La fondation de Denis-Christel Sassou Nguesso est considérée comme un outil de campagne sociopolitique. Malgré qu'elle ait signé des accords financièrement avantageux avec plusieurs ministères, la FPA maintient qu'elle se contente d'offrir des bourses d'études et de formation professionnelle et entrepreneuriale aux plus défavorisés³³.

Même si, actuellement, tous ces individus en défèrent au régime de Sassou Nguesso, qu'ils soutiennent et défendent, ils n'en représentent pas moins des constellations concurrentes dans l'orbite de la succession politique post-Sassou Nguesso. Ils sont liés, à des degrés divers, au système économique et militaire, et constituent des groupes susceptibles de percevoir la succession présidentielle comme un jeu à somme nulle. Chacun d'eux jouit du soutien d'opérateurs politiques, économiques et militaires qu'il serait susceptible de mobiliser à cette fin.

Fragmentation et crise politique

L'adoption de la nouvelle constitution lors du référendum du 25 novembre 2015 pose le premier jalon du conflit politique le plus tenace que connaît le pays depuis la fin de la guerre civile. La nouvelle constitution réduit la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans, mais augmente le nombre maximum de mandats présidentiels de deux à trois. Elle élimine en outre la limite d'âge des candidats, permettant ainsi à Sassou Nguesso, âgé de 72 ans, de briguer un nouveau mandat le 20 mars 2016, après plus de 31 années au pouvoir.

La fracture politique la plus évidente est celle qui sépare la majorité présidentielle et les partis politiques de l'opposition. Les lignes de bataille sont tracées par des groupes qui considèrent le référendum comme un véritable coup d'État, synonyme de mainmise autoritaire sur le Congo par le biais d'un processus de réforme

constitutionnelle bien orchestré³⁴. Pour ces groupes, ce référendum fait entrer le Congo dans une période d'illégalité et d'illégitimité institutionnalisées³⁵. La frange radicale de l'opposition se regroupe autour de la plateforme du FROCAD (Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique).

La majorité présidentielle présente le projet de réforme constitutionnelle comme un passage obligé sur le chemin de la consolidation démocratique du Congo n'ayant aucun rapport avec la volonté d'un seul individu de prendre le contrôle des institutions de l'État³⁶. Entre ces deux extrêmes, le rétrécissement de l'espace politique tend à réduire la marge de manœuvre de l'opposition modérée/républicaine, laquelle est forcée de choisir entre cooptation — par la Majorité présidentielle — ou coercition — en rejoignant la plateforme du FROCAD.

Le rétrécissement de l'espace politique tend à réduire la marge de manœuvre de l'opposition modérée/républicaine

Une autre fragmentation se produit au sein même de la Majorité présidentielle. À l'approche du référendum constitutionnel, certains des principaux alliés de la majorité, tels que la faction du MCDDI fidèle à Guy Brice Parfait Kolelas et le Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail (MUST) de Claudine Munari, se rallient au FROCAD pour dénoncer les changements constitutionnels. De son côté, la faction du MCDDI dirigée par Euloge Landry Kolelas demeure favorable à la réforme. En août 2015, Parfait Kolelas et Munari perdent tous deux leur portefeuilles ministériels à la suite d'un remaniement, tandis que Landry Kolelas fait son entrée au gouvernement à la faveur d'un cas d'école de l'application de l'adage « diviser pour mieux régner ».

Le PCT, parti au pouvoir, n'est pas non plus exempt de tensions et de déchirements, le Comité d'action pour la défense de la démocratie (CADD) refusant d'appuyer le processus de réforme constitutionnelle. Le CADD, fondé par André Okombi Salissa en 1993, a soutenu Sassou Nguesso militairement et politiquement dans sa reconquête du pouvoir. Cette résistance témoigne de l'ampleur du fossé qui s'est creusé au sein même du centre névralgique du PCT — le Bureau politique — dont Okombi Salissa est membre. Ce dernier fonde par la suite l'IDC (Initiative pour la démocratie au Congo) qui s'allie au FROCAD, pour donner naissance à l'IDC-FROCAD.

Un autre membre influent du bureau politique du comité central du PCT, l'ancien conseiller du président et ministre de la Défense (2009 - 2012), Charles Zacharie Bowao³⁷, se déclare lui aussi contre le changement constitutionnel. Sa prise de position lui vaut de se retrouver face à un comité de discipline du parti. Il deviendra plus tard un membre fondateur de l'IDC-FROCAD³⁸.

L'IDC-FROCAD s'impose par la suite comme le chef de file du camp défavorable à la réforme constitutionnelle et constitue toujours à ce jour le



LA NOUVELLE
CONSTITUTION FAIT
PASSER DE 2 À 3 LA LIMITE
DU NOMBRE DE MANDATS
PRÉSIDENTIELS

plus actif des partis politiques opposés au projet de pérennisation du régime de Sassou Nguesso.

Le projet de réforme crée une autre ligne de division, au sein de l'opposition politique et de la société civile congolaises. Dans un paysage politique marqué par une très grande fluidité, aucun parti politique de l'opposition n'est à l'abri de scissions, que celles-ci résultent ou non des pressions exercées par le PCT. Toutefois, le ralliement de certaines figures politiques de l'opposition à la Majorité présidentielle s'explique surtout à l'aune du clientélisme, puisque les choix individuels, au demeurant très rationnels, l'emportent sur des considérations plus larges d'évitement d'une crise politique.

La mobilisation face à la crise politique

Outre les partis politiques, les mouvements sociaux participent également activement au débat sur le processus de réforme constitutionnelle. À mesure que les lignes de fracture se précisent, des mouvements sociaux se constituent en deux camps, principalement dirigés par des jeunes. Les campagnes « Sassoufit » et « Sassoui » transforment le nom du président en slogans en faveur respectivement d'une alternance politique et de la continuité. Un fossé se creuse entre d'un côté les jeunes qui prônent un changement politique (présentés comme de jeunes militants) et de l'autre les jeunes partisans du statu quo (dépeints comme des jeunes opportunistes manipulés)³⁹.

Un fossé se creuse entre les jeunes qui prônent un changement politique (présentés comme des militants) et ceux partisans du statu quo (dépeints comme des opportunistes)

La campagne Sassoui (en faveur de la continuité) s'organise autour de quatre grandes plateformes associatives, parmi lesquelles Pona Ekolo (« Pour mon pays » en lingala), coordonnée par Elvis Tsalissan Okombi et présidée par Hugues Ngouelondélé, gendre de Sassou Nguesso et député PCT (Plateaux). Lancé en mars 2015, Pona Ekolo justifie son soutien au projet de réforme constitutionnelle en défendant une nécessaire transformation des institutions afin de les réajuster à un contexte politique en évolution⁴⁰.

Le leadership de Pona Ekolo dépasse le cloisonnement des sphères politique, administrative et de la société civile pour donner l'impression d'un consensus large, pluraliste et représentatif⁴¹.

Pona Ekolo appartient aux groupes de la société civile qui font partie du consensus de Sibiti de 2015. À titre de dirigeant de ce parti politique « centriste », Tsalissan Okombi est vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), qui a remplacé la CONEL. Il devient ministre au sein du premier gouvernement formé au lendemain de la réélection de Sassou Nguesso en 2016. Cet alliage de fonctions politiques, électorales, ministérielles et associatives témoigne du niveau



LES MOUVEMENTS
SOCIAUX PARTICIPENT
ÉGALEMENT ACTIVEMENT
AU DÉBAT SUR LE
PROCESSUS DE RÉFORME
CONSTITUTIONNELLE

de centralisation des responsabilités dont peuvent se targuer les fidèles qui soutiennent la pérennisation du régime.

La plateforme #sassoufit mobilise, quant à elle, dans un premier temps des activistes congolais et internationaux autour d'un appel à l'abstention du référendum, puis autour du « Non ». Le mouvement Ras-le-bol est alors le principal partenaire de la plateforme #sassoufit, laquelle s'organise en tant que mouvement de jeunesse socioculturel politiquement actif défiant le régime de Sassou Nguesso sur les questions de corruption, de transparence, d'État de droit et de mauvaise gestion économique⁴².

Ras-le-bol allègue que plus de 55 ans après l'indépendance, le régime actuel, qui a dépassé les 32 ans de pouvoir, n'a pas mis en place les processus nécessaires à l'établissement d'une société juste et équitable⁴³. En tant que groupe de jeunes militants prônant une alternance pacifique, ils s'opposent à l'injustice, à la corruption et à la violence qui sévissent au Congo.

Sur le plan international, #sassoufit est dirigée par Andrea Ngombet, une activiste congolaise basée à Paris. Le collectif conçoit une plateforme médiatique sophistiquée, qui utilise les nouvelles technologies de l'information et de la communication, pour faire campagne contre la réforme de la Constitution⁴⁴. Il organise des manifestations simultanément devant l'ambassade du Congo en France et les sièges d'entreprises françaises réputées proches du régime de Sassou Nguesso.

La dénonciation des transactions financières illicites des cadres du régime de Sassou Nguesso constitue une autre facette de ses activités. Pour ce faire, #Sassoufit fournit un appui financier et matériel aux activistes basés au Congo⁴⁵ dans leurs investigations. Ils soutiennent également dans leurs démarches de demande d'asile temporaire des militants qui se sentent menacés.

Des stratégies de mobilisation sociale divergentes

Les deux camps perpétuent la polarisation historique des différents quartiers de Brazzaville. Pona Ekolo est principalement implanté dans le nord de la ville, dans les 5^e et 6^e arrondissements — Ouenze et Talangai — tandis que Ras-le-bol est basé dans les quartiers de Bacongo et de Makelekele, au sud de la capitale⁴⁶.

La politisation des mouvements sociaux reflète également l'influence de puissants réseaux régionaux. L'appui de Pona Ekolo et de M2NR à la réforme constitutionnelle n'est pas sans rapport avec les liens qu'entretiennent leurs dirigeants avec le régime. Hugues Ngouelondélé soutient Pona Ekolole et Tsalissan Okombide, originaire de la région des Plateaux ; Edgard Nguesso offre son appui au dirigeant du M2NR, Paul Tchigouamba, qui vient de Pointe Noire⁴⁷.

Grâce au soutien financier que leur assurent leurs liens avec la majorité présidentielle, Pona Ekolo et le M2NR se développent et organisent des manifestations en faveur de la réforme constitutionnelle, principalement dans les arrondissements du nord de Brazzaville ainsi que dans certaines régions du Centre et du Nord du pays.

Dans le même temps, *Ras-le-bol* fait l'objet d'une campagne d'intimidation et est évincé de sa base d'origine de Ouenze, après s'être fait accuser de promouvoir un programme politique anti-nordiste, en raison de sa proximité avec le collectif #Sassoufit⁴⁸.

Ras-le-bol bénéficie d'une faille dans le droit associatif congolais qui accorde une existence de fait à toute association n'ayant pas encore été officiellement homologuée par les autorités administratives. Ce statut limite toutefois sa capacité à recueillir des fonds pour soutenir ses activités de promotion d'une participation citoyenne. L'hostilité des autorités à l'égard du groupe est bien résumée dans la déclaration d'un responsable de la police à un jeune militant, selon laquelle « compte tenu des efforts qu'"ils" ont déployés pour revenir au pouvoir, ils ne céderont jamais aux exigences de la jeunesse de le quitter une deuxième fois⁴⁹ ».

Compte tenu de la récurrence des violences électorales au Congo, les initiatives d'ouverture de la majorité présidentielle sont peu crédibles au vu de son refus obstiné de réformer la gouvernance électorale. Les dialogues politiques successifs ont en effet échoué à engendrer une réforme électorale à même de favoriser l'émergence d'une culture politique non violente qui privilégierait le poids des arguments politiques plutôt que le déploiement de la violence physique dans la résolution des différends politiques.

La réaction du régime à une crise multidimensionnelle

Puisque les régimes interagissent de manière stratégique avec des opposants politiquement et socialement

organisés, leur réaction en cas de crise politique contribue à apaiser ou au contraire à envenimer la situation. Il est possible de dire de la nouvelle république du Congo, issue du référendum constitutionnel de 2015, qu'elle a affaibli le discours politique et révélé des fractures entre le régime et ses opposants ainsi qu'au sein même du régime.

La pérennisation du régime repose sur le développement et le déploiement de stratégies pour assurer son maintien au pouvoir d'ici les prochaines élections présidentielles, en 2021. La baisse des recettes publiques provoquée par la crise économique empêche le régime de gouverner en utilisant ses réseaux clientélistes et l'oblige à privilégier le recours à la coercition et des formes associées d'insécurité quotidienne requérant peu de moyens financiers.

Ces mesures proviennent d'un ensemble de stratégies élaborées à l'époque de l'État parti. Ces stratégies, mises en œuvre par les dirigeants de certains États comme le Congo, mettent en évidence les contradictions existant entre l'objectif à court terme de protéger le régime et celui à long terme d'édification de l'État⁵⁰.

Le retour de la priorisation de la sûreté de l'État

La victoire électorale de Sassou Nguesso au premier tour des élections de 2016 est contestée par ses principaux adversaires. Ces opposants, principalement issus de la plateforme IDC-FROCAD-CJ3M, signent, le 29 février 2016, *la Charte de la Victoire* par laquelle ils prennent deux engagements. Premièrement, ils s'engagent à s'unir contre Sassou Nguesso dans le cas où un deuxième tour serait organisé lors de l'élection présidentielle. Deuxièmement, ils s'engagent à ne pas reconnaître la victoire de Sassou Nguesso en cas de fraudes électorales⁵¹.

En remportant une victoire contestée dès le premier tour, Sassou Nguesso prend les signataires de la *Charte de la Victoire* au dépourvu. En effet, ceux-ci se sont rendus coupables d'un mauvais calcul politique en misant sur l'organisation d'un second tour. Le régime riposte ensuite face aux contestations en invoquant des considérations de sécurité nationale afin de justifier le harcèlement et l'intimidation, individuelle et collective à l'encontre des opposants.

L'arrestation et la détention des opposants politiques et de leurs collaborateurs deviennent la principale stratégie

d'intimidation au Congo. L'argument le plus souvent avancé pour justifier ces arrestations est la protection de la sûreté de l'État. Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, qui arrivent respectivement en 3^e et 4^e positions lors des élections présidentielles de mars 2016, refusent de reconnaître la victoire de Sassou Nguesso. Ils sont mis aux arrêts et demeurent incarcérés dans l'attente de leur procès pour atteinte à la sûreté de l'État.

La baisse des recettes publiques provoquée par la crise économique empêche le régime de gouverner en utilisant ses réseaux clientélistes

Entre-temps, Guy Brice Parfait Kolelas, signataire de la *Charte de la Victoire* et arrivé second lors des élections présidentielles, reconnaît la victoire de Sassou Nguesso après le rejet par la Cour constitutionnelle du Congo de ses accusations d'irrégularités électorales. Étonnamment, la date de cet adoubement coïncide avec le début, en avril 2016, des opérations militaires gouvernementales dans la région du Pool qui constitue la base opérationnelle de la milice *ninja*. C'est également la région dont est originaire Parfait Kolelas.

Les ninjas, une milice qui a combattu Sassou Nguesso de 1997 à 2003, lancent des attaques contre des bâtiments administratifs dans les quartiers sud de Brazzaville aux premières heures du 4 avril 2016, peu après l'annonce des résultats des élections. Elles offrent au gouvernement une excellente justification pour riposter militairement.

Le message du régime est très clair. Il n'hésitera pas à faire usage de tous les moyens coercitifs de l'État pour juguler toute forme de dissidence politique pouvant menacer son emprise sur le pouvoir. Cependant, si le régime s'attache jusqu'ici à contrôler les figures politiques de l'opposition et les jeunes militants non armés, il décide de renoncer à son monopole sur la violence en approuvant la création de milices non étatiques qui lui sont favorables.

Après les élections présidentielles de mars 2016, Aimé Hydevvert Mouagni, député et président du Club perspectives et réalités (CPR), apparaît sur les ondes de la télévision nationale aux côtés de sa milice, la

Plateforme des patriotes et défenseurs de la République (PPDR). Dans sa déclaration, il appelle à un soulèvement populaire contre les dirigeants de l'opposition qui, selon lui, chercheraient à prendre le pouvoir de façon non démocratique.

La majorité présidentielle tolère ces actes d'intimidation perpétrés sur la place publique. La présence de ces milices est latente et constitue une menace à long terme pour la sécurité au Congo. La multiplication des milices actuellement affiliées à différents cadors du PCT atteste également de la tendance à la militarisation de la politique.

Le recours à l'argument de la «sûreté de l'État» révèle dans la pratique certains paradoxes : des opposants pacifiques au régime sont violemment réprimés, tandis que des individus prêts à tuer pour soutenir le régime, et représentant donc une menace à l'ordre public, sont dépeints comme ne posant aucune menace à la sûreté de l'État. La répression des premiers, et l'«imprimatur» implicite de l'État vis-à-vis des seconds, exacerbe la fragilité de l'État et alimente l'insécurité au Congo.

Clientélisme et captation de l'État

Les pratiques clientélistes, perfectionnées par la majorité présidentielle au fil des décennies de monopartisme, lui confèrent une longueur d'avance dans la mise en œuvre de stratégies visant à contrecarrer la mobilisation des opposants à la réforme constitutionnelle.

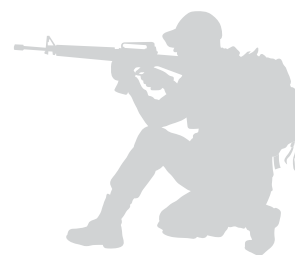
Euloge Landry Kolelas n'est pas la seule figure de l'opposition à être nommé ministre en 2015 en échange d'un soutien au processus de réforme constitutionnelle et dans le but de diviser le MCDDI. D'autres opposants et membres influents de la société civile sont également sollicités pour adhérer au projet de réforme constitutionnelle de la majorité présidentielle.

Lorsque Sassou Nguesso décide de remplacer le CONEL par la CENI pour organiser le scrutin présidentiel de mars 2016, il y nomme un grand nombre de ses fidèles. Le président du CONEL, Henri Bouka, conserve ainsi son poste à la tête de la CENI. De leur côté, Elvis Tsalissan Okombi, représentant centriste, et Cephass Ewangui, représentant la société civile en tant que dirigeant de la FECODHO — une plateforme progouvernementale défendant les droits de l'homme —, héritent respectivement de la 3^e et 4^e vice-présidence de la CENI.

Le fait que les partis politiques et les organisations de la société civile favorables au régime cherchent à recruter des individus provenant de l'ensemble du spectre politique congolais est loin d'être anodin. Cette tendance s'inscrit dans une stratégie délibérée de limitation du pluralisme et de création d'un consentement par la nomination de fidèles du pouvoir à des fonctions transversales à des fins de préservation du régime.

La violence sociale comme outil de contrôle

Le refus de l'État d'appliquer impartialement la législation sur l'ordre public pour maintenir la paix engendre un environnement conflictuel dans lequel chaque composante de la société — y compris l'élite au pouvoir — est en concurrence



LE RÉGIME APPROUVE
LA CRÉATION DE MILICES
NON ÉTATIQUES QUI LUI
SONT FAVORABLES

pour défendre son propre bien-être. En dépit des capacités coercitives de l'État congolais, la persistance de la violence sociale est un indicateur clair de la tolérance du régime à l'égard des conflits de faible intensité qui portent atteinte à la sécurité humaine et perpétuent l'intimidation – sans jamais laisser ces violences dégénérer d'une manière qui pourrait le menacer.

Les médias congolais mettent en évidence l'apparition d'un phénomène bien particulier de violence sociale, connu sous le nom de « bébés noirs » (organisations criminelles juvéniles), ainsi que l'émergence de groupes non étatiques plus organisés tels que les « Douze apôtres » (groupes armés d'autodéfense soutenant le gouvernement)⁵². Ils constituent à eux deux des éléments centraux de l'insécurité quotidienne qui prévaut à Brazzaville.

Les organisations criminelles juvéniles et les groupes paramilitaires progouvernementaux sont des éléments centraux de l'insécurité quotidienne à Brazzaville

Les organisations criminelles juvéniles sont tolérées par le régime, l'insécurité peu élevée qu'elles provoquent lui fournissant un prétexte pour réprimer arbitrairement les libertés civiles, en particulier parmi les jeunes contestataires⁵³. Les membres des « bébés noirs » sont pour la plupart de jeunes drogués qui se déplacent armés de machettes à travers la ville à la faveur de l'obscurité pour agresser les personnes rencontrées en chemin.

Ce phénomène se développe à la suite du référendum constitutionnel, et bien qu'aucun lien n'ait été établi entre le pouvoir politique et ces organisations criminelles, il est évident que la situation perdure parce qu'elle est tacitement tolérée par les autorités. Ce constat est largement partagé par certains jeunes activistes qui soulignent le paradoxe entre, d'une part, la prévalence d'une insécurité relativement faible et, d'autre part, les impressionnantes mesures déployées pour protéger le régime⁵⁴.

Il n'est donc pas surprenant que certains politiques voient ces organisations criminelles juvéniles comme autant de facteurs supplémentaires de déstabilisation créés par le régime congolais⁵⁵.

Cette menace à la sécurité publique, que l'appareil sécuritaire du régime tolère depuis fin 2015, finit par retenir l'attention des autorités judiciaires du pays en mai 2017, lors du lancement d'une opération visant à en débarrasser Brazzaville⁵⁶.

De leur côté, les groupes paramilitaires tels que les Douze apôtres sont manifestement mieux financés et mieux organisés et cultivent des relations privilégiées avec le système congolais. Les allégations abondent sur les liens entre ces milices et certaines figures du régime. Le travail de l'avocat des droits de l'homme Maurice Massengo-Tiasse en fait la démonstration.

Les témoignages de personnes ayant croisé la route de ces groupes permettent de cerner leur mode opératoire tant dans la période qui a suivi le référendum constitutionnel qu'après les élections présidentielles. Selon ces témoins oculaires, ils opèrent principalement dans les quartiers sud de Brazzaville, à savoir Baongo et Makelekele. Vêtus de noir, ils arrivent dans des camionnettes banalisées pour infliger des châtiments extrajudiciaires aux personnes perçues comme opposées au régime.

L'existence de ces groupes paramilitaires et la complaisance dont ils font l'objet de la part des autorités sont révélatrices de plusieurs éléments. Premièrement, les personnalités du régime semblent immunisées contre toute poursuite judiciaire liée aux actes de ces groupes. Lorsque ces derniers sont arrêtés et confrontés à la police, comme ce fut le cas après le référendum constitutionnel, ils sont immédiatement libérés grâce à l'intervention d'une ou plusieurs personnes haut placées.

Deuxièmement, les paramilitaires instaurent un climat de terreur au sein d'une population déjà soumise aux agissements des membres de la Force publique. Permettre à certains groupes d'individus de violer la loi sape la primauté du droit. Par ailleurs, en cas de nouvelle fracture politique au sein du régime, l'absence de contrôle sur ces groupes paramilitaires pourrait conduire à une implosion de l'ensemble du système.

La guerre comme outil de domination politique

Le gouvernement lance d'importantes opérations militaires dans le département du Pool pour localiser, capturer et traduire en justice le chef ninja, Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntouni, à la suite de l'attaque par ses miliciens des édifices gouvernementaux dans

les quartiers sud de Brazzaville au lendemain de l'élection présidentielle d'avril 2016. L'utilisation d'opérations militaires en place de ce qui ne devrait être qu'une banale opération de police illustre bien la façon dont le régime de Sassou Nguesso a recours à des procédés normalement utilisés en temps de guerre pour dominer et assujettir ses opposants les plus féroces⁵⁷.

La guerre qui se poursuit dans le Pool revêt des dimensions historique, symbolique et stratégique qu'il convient de bien appréhender pour qui souhaite en percer l'opacité. Cette guerre est fréquemment qualifiée d'opaque, les journalistes et les travailleurs humanitaires s'étant vu refuser l'accès au théâtre des opérations et n'étant donc pas en mesure de se faire une idée claire de ce qui s'y passe.

D'un point de vue historique, les rivalités d'avant l'indépendance entre Jacques Opangault (un Mbochi originaire du département de la Cuvette) et Fulbert Youlou (un Lari du département du Pool) ont contribué au processus complexe de régionalisation de la politique congolaise et à son ethnicité. L'ancien président Massamba-Debat, également un Lari, a été exécuté après le coup d'État sanglant qui a renversé Ngouabi et vu Sassou Nguesso (un Mbochi) prendre le pouvoir⁵⁸. Ainsi, le département du Pool est-il devenu un bastion de l'opposition contre le régime de Sassou Nguesso. Durant l'ère du monopartisme, Bernard Kolelas dirigeait l'opposition du Pool.

D'un point de vue symbolique, le Pool permet à l'État de faire étalage de ses capacités répressives. Le conflit sert également d'avertissement au reste du pays : le régime ne tolérera aucune dissidence. Toutefois, il est important de souligner qu'une fois la guerre terminée, les tactiques employées par la Force publique dans le Pool auront un impact sur une éventuelle reddition de comptes et sur les possibilités à long terme d'une réconciliation.

Si elle a pu s'allier de manière occasionnelle au PCT de Sassou Nguesso contre l'UPADS de Lissouba pendant les années du multipartisme, la milice ninja fidèle à Kolelas a combattu la milice cobra du président en 1997 pendant la guerre civile. Bien que les combats se soient officiellement terminés en 1997 et que Kolelas soit parti en exil, les escarmouches se sont poursuivies entre les ninjas, sous la houlette du Pasteur Ntoumi, et la Force publique, jusqu'à la signature d'un accord de paix en 2002.

Selon le chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale, les opérations militaires dans la région du Pool ont provoqué une crise humanitaire⁵⁹. Le conflit perdure sans que les convois humanitaires puissent y accéder, les autorités affirmant ne pas être en mesure de protéger les travailleurs humanitaires qui s'aventureraient dans la région.

Bien que Ntoumi ait été conseiller du président en matière de paix et de réconciliation entre 2009 et 2015, aucune véritable réconciliation n'a jamais eu lieu entre les anciens belligérants.

Alors que la crise du Pool entre dans sa deuxième année, des questions d'ordre stratégique commencent à émerger, notamment du fait de la lassitude des troupes, concernant d'éventuelles stratégies de retrait. De leur côté, les ninjas semblent à l'aise dans une guérilla contre les forces gouvernementales

Mai
2017

LANCEMENT D'UNE
OPÉRATION VISANT
À DÉBARRASSER
BRAZZAVILLE DES
GROUPES CRIMINELS
JUVÉNILES

qui se déroule dans leur environnement naturel et il est peu probable qu'ils cessent les violences, même si le Pasteur Ntoumi venait à être tué.

Ainsi, d'un point de vue stratégique, en lançant une guerre opaque dans le Pool, le régime semble ne pas avoir choisi la meilleure des options. Les pressions tant politiques que sécuritaires ont fait apparaître des lignes de fracture, comme en témoigne l'arrestation, en juin 2017, du directeur de cabinet du chef de la Garde républicaine congolaise, le général Nianga Mbouala Ngatsé. Cet incident a été décrit, par des sources à Brazzaville, comme la preuve de luttes intestines au sein de l'appareil sécuritaire, en plein cœur du régime⁶⁰.

Le 23 décembre 2017, un accord de cessez-le-feu est signé entre le gouvernement et des représentants du Pasteur Ntoumi. En dépit de ce cessez-le-feu, la multiplication de telles prises de pouvoir constitue un danger pour l'existence d'un régime qui doit également faire face aux insurgés et à ses opposants politiques. Les luttes intestines au sein du système sécuritaire représentent une plus grande menace à la pérennisation du régime que n'importe quelle autre provenant de ses autres opposants non violents.

Quelles options pour sortir de la crise ?

Par le passé, le Congo a été confronté à d'autres crises apparemment insolubles. Il est possible d'établir un parallèle entre la crise multidimensionnelle à laquelle le Congo est aujourd'hui confronté et celle qui a mené l'organisation de la conférence nationale de 1991. La principale différence est le regard que Sassou Nguesso porte a posteriori sur son retrait du pouvoir à cette époque : une erreur plutôt qu'un acte patriotique. Cependant, l'enjeu de son départ est aujourd'hui autrement plus important pour le Congo et l'Afrique centrale dans son ensemble qu'il ne l'était en 1991.

L'enjeu du départ de Sassou Nguesso est aujourd'hui autrement plus important pour le Congo et l'Afrique centrale dans son ensemble qu'il ne l'était en 1991

En effet, l'effet conjugué des contraintes économiques imputables aux répercussions de la chute des cours du pétrole sur les recettes publiques, de l'instabilité politique

en République démocratique du Congo, au Gabon et en République centrafricaine et des contestations sociales au Cameroun, crée un contexte plus préoccupant qu'en 1991. Par conséquent, les options à envisager doivent être à la hauteur de la tâche à accomplir.

- Le dénouement de la crise multidimensionnelle qui déstabilise le Congo passe par l'adoption d'un ensemble exhaustif de mesures d'ordre politique, économique et social s'inspirant de différentes approches et qui contribuerait à reconfigurer l'État et ses rapports avec la société.
- La mise en place à divers niveaux d'un dialogue politique inclusif placé sous la médiation de la communauté internationale est nécessaire pour dissiper le climat de méfiance qui règne entre le régime et ses opposants. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pourrait constituer le pivot régional de ce processus de dialogue qui serait conduit conjointement avec l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies. Bien que le régime au pouvoir ait mis de l'avant le principe de souveraineté pour s'opposer à toute forme de médiation internationale, son attitude est susceptible d'évoluer en fonction de l'éventuelle détérioration de la situation économique, politique et sécuritaire au Congo.
- Tout dialogue politique approfondi devrait viser une participation politique la plus large possible. Il devrait ainsi rassembler un éventail conséquent d'acteurs de la société congolaise, y compris des représentants des partis politiques, de la société civile, des groupes traditionnels, des groupes religieux, des groupes de jeunes, ainsi que des représentants du monde des affaires. Ce processus se déroulerait idéalement à deux différents niveaux et dans deux villes différentes. Les échanges d'informations et de propositions viendraient alimenter les négociations. Procéder ainsi permettrait d'inclure autant de points de vue que possible, et ce, à différents niveaux d'autorité.
- En termes de contenu, le dialogue devrait viser l'harmonisation des constitutions du 15 mars 1992, du 2 janvier 2002 et du 15 novembre 2015, sur la base des enseignements tirés des difficultés rencontrées au cours des 26 années de multipartisme du Congo. Le résultat de ces consultations juridiques fournirait le cadre de la refonte d'un contrat social entre l'État et la société. Ce contrat intégrerait certains projets

nationaux comme le plan d'urbanisation accélérée mis en place par Sassou Nguesso, tout en les affinant de manière à prendre en compte les apports d'une large frange de la population congolaise.

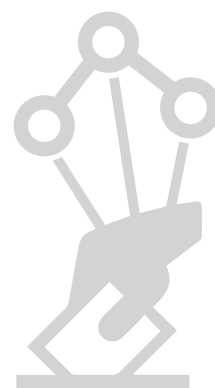
- Ce processus pourrait également inclure la création d'un cadre de gouvernance économique qui institutionnaliserait la reddition de comptes et la fourniture de services sociaux, qui promouvrait l'esprit d'entreprise et l'investissement du secteur privé et mettrait fin à l'accaparement économique par des hommes forts du régime. La diversification économique, qui a déjà fait l'objet d'une planification, doit être repensée et intégrée dans la politique économique du pays afin de libérer le Congo de sa dépendance excessive à l'égard des ressources naturelles, comme le pétrole et le minerai de fer.
- Le contrat social devrait prendre en compte la vérité, la justice et la réconciliation afin de tourner la page sur la crise. Nombreuses sont les références à la cérémonie symbolique du lavage des mains à laquelle les participants à la conférence nationale de 1991 avaient pris part. Cette cérémonie constituait de la part de l'élite politique un puissant symbole d'abandon des pratiques passées et de renouveau. Depuis, le passé est revenu avec force et il sera difficile de bâtir un nouveau pacte social sans que soit mis en place un processus de «vérité, justice et réconciliation». Il incombera par la suite au peuple congolais de décider si ce processus doit aboutir à différentes catégories d'amnistie.
- Les négociations en cours avec les institutions financières internationales devraient être destinées à promouvoir une meilleure gouvernance politique et économique au Congo. Elles devraient comporter une option qui contraindrait toutes les parties à participer à un dialogue sociopolitique approfondi. L'impossibilité pour le régime d'acheter la fidélité de ses opposants politiques, ou de tous les incarcérer, fait de l'organisation d'un processus de dialogue approfondi la meilleure stratégie de sortie de crise.

Toutefois, compte tenu de l'actuelle position des différents acteurs politiques, il est peu probable qu'un dialogue soit engagé sans que ne soient déployés des efforts concertés et soutenus à l'échelle internationale. Les informations provenant du Congo, qu'elles concernent la crise humanitaire dans la région du Pool ou le bilan du régime en matière de droits de l'homme, méritent néanmoins toute l'attention de la communauté internationale.

Conclusion

À la faveur de chaque scrutin depuis la réélection de Sassou Nguesso en 2009, le régime a accentué son emprise sur l'État, recréant ainsi un véritable État-Parti dont l'objectif est de favoriser sa propre pérennité. Lors des élections, les partis d'opposition ont été confinés à un rôle de simples figurants, les résultats des scrutins étant acquis d'avance.

La crise multidimensionnelle — latente et manifeste — qui secoue le Congo a été déclenchée par le référendum constitutionnel controversé de 2015 et ne fait que s'accroître depuis les élections présidentielles de mars 2016. Les réponses du régime à la crise politique n'ont apporté aucune solution aux



LORS DES ÉLECTIONS,
LES PARTIS D'OPPOSITION
ONT ÉTÉ CONFINÉS À
UN RÔLE DE SIMPLES
FIGURANTS, LES
RÉSULTATS DES SCRUTINS
ÉTANT ACQUIS D'AVANCE

causes profondes du mécontentement sociopolitique qui perdure. Celui-ci a plutôt misé sur une stratégie de fabrication du consensus, sur la fragmentation des partis politiques et des organisations de la société civile, sur le recours à l'appareil coercitif de l'État et sur l'émergence d'éléments paramilitaires extra-étatiques. Ce mélange de stratégies de collusion, de cooptation et de répression a profondément polarisé le paysage politique congolais. À ce profond malaise politique s'ajoute une crise économique qui a vu la dette extérieure du Congo exploser.

Tout plan de sortie de crise nécessite une reconfiguration négociée et consensuelle de l'État et de ses relations avec les multiples groupes sociaux et politiques du Congo. Placé sous les auspices d'une médiation internationale, un tel plan fournirait aux parties congolaises la base sur laquelle rebâtir la confiance nécessaire pour parvenir à un processus échelonné de sortie de crise. La crise actuelle constitue une opportunité de refonder, de manière consensuelle, le système de production économique, le secteur de la sécurité et les cadres et pratiques de reddition de comptes du pays.

Notes

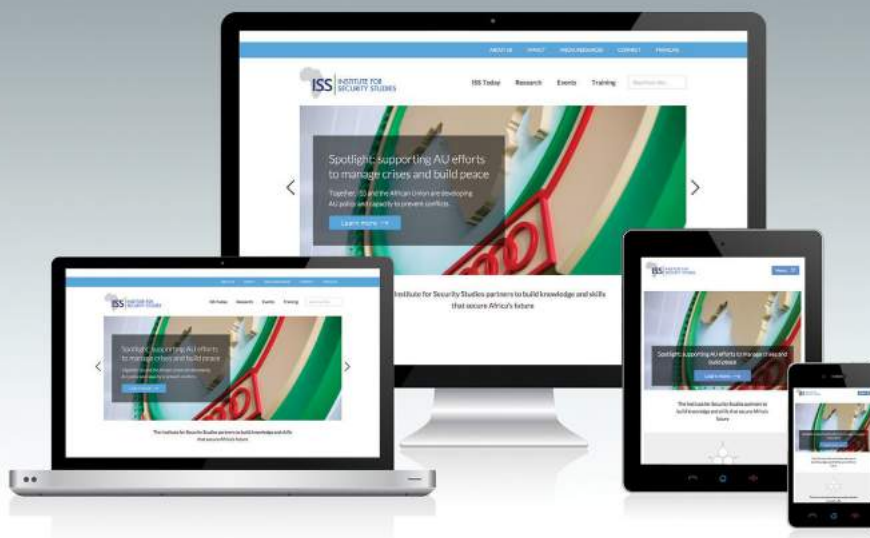
- 1 La constitution congolaise d'après-guerre, adoptée en 2002, limite les mandats présidentiels à deux et à une durée de sept ans et à 70 ans l'âge maximum des candidats. Denis Sassou Nguesso remporte les élections de 2002, mais six des principaux partis d'opposition s'abstiennent aux élections de 2009, qu'il remporte également. C'est dans ce contexte que débute ce qui devait être son dernier mandat.
- 2 FMI, Republic of Congo: Staff Report for the 2015 Article IV Consultation, septembre 2015, www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Republic-of-Congo-2015-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-43284.
- 3 Selon le FMI, les prêts à faible taux d'intérêt (0,25 %) de la Chine courent sur 20 ans, sont assortis d'un délai de grâce de cinq ans et sont libellés en dollars américains.
- 4 Congo-Brazza : la dette publique supérieure à 9 milliards de dollars, soit 110 % du PIB, *Jeune Afrique*, 10 octobre 2017, www.jeuneafrique.com/480562/politique/congo-brazza-la-dette-publique-superieure-a-9-milliards-de-dollars-soit-110-du-pib/.
- 5 Il s'agit notamment du gisement pétrolier en mer de Moho-Nord, exploité par Total et dont l'extraction a débuté en mars 2017. Il devrait atteindre une capacité de production de 100 000 bep/jour, en complément de l'exploitation par Eni des gisements en mer du bloc Marine XII (Nene-Banga et Litchendjili), dont la capacité pourrait être de 140 000 bep/jour.
- 6 Public Eye, Gunvor in Congo – Oil, Cash and Misappropriation: the Adventures of a Swiss Trader in Brazzaville, septembre 2017, <https://gunvorincongo.publiceye.ch/>.
- 7 Entretien avec un économiste congolais à Brazzaville, 6 mai 2017.
- 8 Selon les statistiques de l'Organisation internationale du travail, le chômage en République du Congo est passé de 9,9 % en 2013 à 11,1 % en 2015.
- 9 Entretien avec un conseiller politique congolais à Brazzaville, 29 avril 2017.
- 10 Voir OCDH (Observatoire congolais des droits de l'homme), Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme 2016, février 2017, <http://blog.ocdh.org/public/Rapport-annuel-OCDH-Final-2016.pdf> ; États-Unis, Département d'État, Republic of the Congo 2016 Human Rights Report, janvier 2017, www.state.gov/documents/organization/265456.pdf.
- 11 R Bazenguissa-Ganga, Rester jeune au Congo-Brazzaville : violences politiques et processus de transition démocratique, *Autre part*, 2001/2:18, 123.
- 12 P Yengo, *La guerre civile du Congo-Brazzaville 1993-2002 : chacun aura sa part*, Paris : Khartala, 2006, 49-53. Yengo soutient que la crise économique au Congo a conduit à la mise en place d'un programme d'ajustement structurel imposé qui a limité les capacités distributives du régime, érodant ainsi les fondements mêmes du système clientéliste, mettant à jour les premières fissures au sein de la classe dirigeante.
- 13 Entretien avec un militant anonyme de la société civile à Brazzaville, 4 mai 2017.
- 14 Voir P Yengo, Congo-Brazzaville : «Insecurity» as a mode of governance, *Alternatives Sud*, 17, 2010, 43-47 ; R Bazenguissa-Ganga, Les milices urbaines au Congo : la transition démocratique et la dissémination des pratiques de violence, *African Journal of Political Science*, 3:1, 1998, 52-69 ; E Ngodi, Comprendre le mouvement Nsilulu et la crise politique au Congo Brazzaville, ASC Leiden Seminar Paper, 2008.
- 15 R Bazenguissa-Ganga, The Spread of Political Violence in Congo-Brazzaville, *African Affairs*, 98, 37-54. Il affirme que la Réserve ministérielle (RM), principalement composée de jeunes, aurait été formée par des instructeurs israéliens, sud-africains et congolais dans la région de Bouenza. La RM a finalement fourni la base à partir de laquelle se sont constituées les milices zoulou, cocoye et mamba de Lissouba. La plupart des membres de la RM étaient des hommes marginalisés, en âge de porter les armes, nés et élevés dans les régions de Brazzaville et de NiBouLek (Niari, Bouenza et Lékomou) et fidèles à Lissouba.
- 16 Parmi eux, Jean-François Ndenguët, l'actuel chef de la police congolaise, et Jean-Marie Michel Mokoko, ancien chef d'état-major de l'armée.
- 17 Ibid. R Bazenguissa-Ganga, 2001/2.
- 18 Entretien avec PN à Brazzaville, 8 mai 2017.
- 19 R Bazenguissa-Ganga et P Yengo, La popularisation de la violence politique au Congo, *Politique africaine*, 73, 1999, 188.
- 20 L'âge plancher est fixé à 40 ans et l'âge limite à 70 ans.
- 21 Constitution de la République du Congo, 2002.
- 22 Entretien avec un militant de la société civile congolaise, 27 mars 2017.
- 23 T Goodfellow, Legal Manoeuvres and Violence: Law Making, Protest and Semi-Authoritarianism in Uganda, *Development and Change*, 2014, 45:4, 1-24.
- 24 Ibid.
- 25 Entretien à Brazzaville avec un universitaire anonyme, 27 avril 2017.
- 26 Loin d'être linéaires, ces phases constituent de bonnes illustrations puisque simultanées.
- 27 A Schedler (dir.), *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder, Co. : Lynne Rienner Publishers, 2006, 11.
- 28 RFI, Congo-Brazzaville : Les conclusions du dialogue de Sibiti remis au président, 28 juillet 2017, www.rfi.fr/afrique/20150728-congo-brazzaville-conclusions-dialogue-sibiti-remis-sassou-nguessou-munari.
- 29 Les alliés du PCT comprennent le Mouvement Action Renouveau (MAR) avec quatre sièges dans la région de Kouilou ; le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social avec quatre sièges dans les départements de Pointe-Noire et Kouilou ; le Rassemblement citoyen (RC) avec trois sièges dans les quartiers sud de Brazzaville ; le Club 2002 - Parti pour l'unité et la République, fondé par Wilfrid Nguesso, neveu du président, avec un siège à Brazzaville.
- 30 Entretien avec Clément Miérassa à Brazzaville, 9 mai 2014.
- 31 Dynamique pour l'émergence de la nouvelle république (DENR) est dirigée par le fils du président, Denis-Christel Sassou Nguesso ; le Club 2002 - Parti pour l'unité et la

- République est dirigé par le neveu du président, Wilfrid Nguesso ; un autre neveu, Edgard Nguesso, soutient le Mouvement national pour la nouvelle République (M2NR) ; le gendre du président, Hugues Ngouelondélé, est président d'honneur de la plateforme Pona Ekolo.
- 32 Entretien avec un fonctionnaire congolais, 29 avril 2017.
 - 33 Entretiens avec un représentant de la Fondation perspectives d'avenir (FPA), 5 mai 2017, et un militant de la société civile, 3 mai 2017 à Brazzaville.
 - 34 P Yengo, Congo-Brazzaville : coup d'État constitutionnel et restauration autoritaire, 16 novembre 2016, www.cetri.be/Congo-Brazzaville-Coup-d-etat?lang=en.
 - 35 Entretien avec Charles Zacharie Bowao à Brazzaville, 6 mai 2017.
 - 36 RFI, Pierre Ngollo, Secrétaire général du PCT : entrevue sur la réforme constitutionnelle, 6 août 2015, www.rfi.fr/emission/20150806-congo-brazza-pierre-ngollo-changer-constitution-constitution-consolider-democratie.
 - 37 L'explosion d'un dépôt d'armes a eu lieu à Mpila, Brazzaville, le 4 mars 2012, alors que Bowao était ministre de la Défense. Cet incident a conduit à l'arrestation et à la condamnation en 2014 du colonel Marcel Ntsourou, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité du Congo. Ntsourou est finalement décédé en prison en février 2017 alors qu'il purgeait sa peine de réclusion à perpétuité.
 - 38 Entretien avec Charles Zacharie Bowao à Brazzaville, 6 mai 2017.
 - 39 Entretien avec KN, militant de la société civile à Brazzaville, 28 avril 2017.
 - 40 Jeune Afrique, Congo : Tsalissan Okombi : « Il faut qu'on parle de l'autre Sassou », 25 août 2016, www.jeuneafrique.com/351556/politique/congo-tsalissan-okombi-faut-quon-parle-de-lautre-sassou/.
 - 41 Le coordinateur de Pona Ekolo dirige également l'Union pour un mouvement populaire (UMP), un parti politique qui, tout en se prétendant centriste, jouit principalement de l'appui de bienfaiteurs du PCT. Par ailleurs, son président, Hugues Ngouelondélé, cumule les fonctions de député (PCT-Plateaux) et a été maire de Brazzaville jusqu'en juillet 2017.
 - 42 Groupe de discussion avec de jeunes activistes à Bacongo, Brazzaville, 7 mai 2017.
 - 42 Groupe de discussion avec de jeunes activistes à Ouenze, Brazzaville, 5 mai 2017.
 - 44 Entretien avec Andrea Ngombet Malewa à Paris, 18 mai 2017.
 - 45 Entretien avec Andrea Ngombet Malewa à Paris, 19 mai 2017.
 - 46 Entretien avec un représentant des jeunes à Ouenze, Brazzaville, 6 mai 2017.
 - 47 Entretien avec un universitaire congolais, 27 avril 2017.
 - 48 Entretien avec un représentant de Ras-le-bol à Brazzaville, 4 mai 2017.
 - 49 Entretien avec le jeune militant GD à Brazzaville, 4 mai 2017.
 - 50 R Jackson, Regime Security, dans A Collins (dir.), *Contemporary Security Studies*, Oxford : Oxford University Press, 2010, 167.
 - 51 Entretien avec Charles Zacharie Bowao à Brazzaville, 6 mai 2017.
 - 52 E Ngodi, Nouvel ordre sécuritaire post-électoral au Congo Brazzaville, *Conjoncturis*, 3, 2016, 18-19.
 - 53 Entretien avec un universitaire à Brazzaville, 28 avril 2017.
 - 54 Entretien avec de jeunes militants à Brazzaville, 5 mai 2017.
 - 55 Entretien avec un analyste politique à Brazzaville, 8 mai 2017.
 - 56 RFI, Congo : une opération pour rayer le phénomène des « bébés noirs » à Brazzaville, 11 mai 2017, www.rfi.fr/afrique/20170511-congo-operation-enrayer-phenomene-bebes-noirs-brazzaville.
 - 57 Entretien avec un militant congolais à Paris, 19 mai 2017.
 - 58 Il existe environ 37 sous-groupes ethniques au Congo. Cependant, les Mbochi (du groupe Ngala) et les Lari (du groupe Kongo) ont, depuis l'indépendance du pays, imaginé, produit et reproduit un clivage nord/sud à des fins politiques.
 - 59 RFI, Entretien avec Lonseny Fall, chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), 8 juin 2017, www.rfi.fr/emission/20170608-francois-fall-onu-congo-brazzaville-pool-deplaces-droits-homme.
 - 60 Entretien téléphonique avec une source anonyme à Brazzaville, 18 juin 2017.

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour renforcer les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique

Visitez notre site Internet pour avoir les toutes dernières analyses, études et informations

www.issafrica.org



Etape 1 Rendez-vous sur www.issafrica.org

Etape 2 Allez à la page d'accueil de l'ISS tout en bas à droite et remplissez vos données d'inscription

À propos du Rapport sur l'Afrique centrale de l'ISS

Le Rapport sur l'Afrique centrale présente les résultats de recherches sur les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité humaine dans la région. Il propose des analyses quant à l'évolution des conflits ou des menaces à la paix et à la sécurité auxquelles certains pays de la région sont confrontés. Il traite également des principaux défis de l'Afrique centrale, tels que le terrorisme, les conflits intraétatiques et le crime organisé.

À propos de l'auteur

Fonteh Akum est chercheur principal au sein du programme de recherche Paix et Sécurité de l'ISS. Il a travaillé pour le ministère américain de la Défense et le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). M. Fonteh est titulaire d'un doctorat en politique et études internationales de la *School of Oriental and African Studies* de l'Université de Londres.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif ayant des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. L'ISS utilise ses réseaux et son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

Remerciements

L'ISS est reconnaissant de l'appui des membres de son Forum pour le partenariat : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne et les gouvernements du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis d'Amérique.

© 2018, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur de l'ensemble de ce document sont conférés à l'Institut des études de sécurité et à l'auteur, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : © UN Photo/Evan Schneider

ISSN 1026-0404



9 771026 040004